

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement concernant un article 24 nouveau et l'agencement général du Titre V

Déposée par Monsieur Ben Fayot (Chambre des Députés, Luxembourg)

Qualité : - Membre

Article 24 (nouveau)

Les organes de l'Union exercent les compétences conférées par la Constitution à travers des actes juridiques. Le Conseil européen qui définit les orientations politiques générales de l'Union se sert d'instruments indicatifs tels que lignes directrices, stratégies globales, méthodes d'évaluation, établies dans le cadre de la méthode ouverte de coordination.

Explication éventuelle :

La logique poursuivie dans ce titre V est d'énumérer à l'article 24 tous les actes juridiques de l'Union et de les expliciter dans la suite du titre V.

Outre que les procédures de mise en œuvre des actions d'appui (compétences complémentaires), prévues dans l'avant-projet de traité constitutionnel sous ce titre et le recours aux coopérations renforcées (Conv 369/02) n'y figurent plus, cette logique fait qu'il est impossible d'y insérer les initiatives issues de la méthode ouverte de coordination (lignes directrices, stratégies...). Or, le groupe de travail « dimension sociale » a exprimé le souhait de voir figurer cette méthode dans la Constitution (CONV 516/1/03 REV 1) puisque les dites initiatives sont nées d'une volonté politique commune des Etats membres sans qu'elles s'expriment pour le moment dans un instrument juridique classique. La Constitution ne peut dès lors ignorer ces instruments qui sans être à vrai dire des actes juridiques n'en sont pas moins des instruments politiques importants.

Je propose donc d'ajouter un article 24 nouveau reprenant le principe des instruments juridiques de l'Union et des instruments politiques dont se sert plus spécifiquement le Conseil européen. L'article 24 actuel deviendrait l'article 25, etc.